

## Environnement économique 2000

L'économie mondiale a enregistré en 2000 le taux le plus élevé de la décennie, +4,5%, du fait de la vigueur persistante de l'économie américaine.

L'Europe a retrouvé une activité appréciable (+3,5%), au même titre que l'Amérique Latine et l'Asie qui renouent avec la croissance, les politiques de stabilisation financière mises en œuvre au lendemain des crises de 1997 et 1998 ayant porté leurs fruits.

Cette dynamique s'est accompagnée d'une accélération du rythme de croissance du commerce mondial qui a dépassé 12%, soit un rythme plus de deux fois supérieur à celui observé en 1999.

L'économie marocaine n'aura pas tiré profit de l'embellie constatée de par le monde. Elle s'est plutôt ressentie de la faiblesse persistante de l'euro face au dollar et du renchérissement des cours pétroliers.

Du fait d'un début d'année propice, parce que pluvieux, l'activité était initialement promise à la relance, après la morosité de 1999. Les prévisions faisaient alors état d'une croissance de 6,5%.

Le risque d'une seconde année de sécheresse se précisant au fil des mois, ces prévisions allaient être revues à la baisse. La loi de finances transitoire, encore calée sur l'exercice à cheval, annonçait 3% de croissance, tandis que le Centre Marocain de Conjoncture, plus prudent, anticipait un taux de 1,2%.

Les résultats auront été en définitive plus modestes. Le PIB affiche une quasi-stagnation (+0,8%) sous l'effet du net recul de la valeur ajoutée agricole (-17%). En dépit de la stagnation de l'activité dans les mines, le produit intérieur brut hors agriculture croît de 3,5%, grâce au bon comportement des activités secondaire et tertiaire.

Les BTP améliorent leur activité, avec une hausse de 7%, contre 4% en 1999 ; de même que les industries de transformation, avec une progression de 3,5% au lieu de 2,5% en 1999.

L'activité tertiaire est restée d'un bon tenant, avec +3,5% et 3,6% en 1999. Les transports et communications maintiennent un rythme appréciable d'activité (+5,2%, après +5,8% et 8,7% en 1999 et 1998), et le secteur du commerce enregistre un léger mieux (+3,6%, contre 3,5%). Sans doute, le tourisme et les télécommunications se seront-ils distingués comme les secteurs les plus dynamiques en 2000 :

- le tourisme confirme sa bonne santé, avec une hausse de 8,3% du nombre de visiteurs étrangers, de 3,9% du nombre de nuitées et de 12,5% des recettes voyages ;
- le secteur des télécommunications s'est imposé, à l'instar d'autres pays du monde, comme un secteur clé de l'économie. Son expansion a été remarquable, avec un nombre d'abonnés au téléphone mobile qui a dépassé les 2,7 millions de dirhams, contre moins de 370 000 en 1999.

La FBCF, qui s'est établie à plus de 87 milliards de dirhams, s'est accrue de 4,4%. Malgré une stagnation des investissements en matériel et outillage, elle a été soutenue par les programmes de relance inscrits dans le cadre du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, comme en témoigne l'effort d'investissement dans les travaux publics (+20%) et, dans une moindre mesure, dans le bâtiment (+5%).

Même en légère hausse par rapport à 1999, l'inflation est restée contenue à un niveau faible. L'indice moyen du coût de la vie a, en effet, progressé de 1,9%, contre 0,7% en 1999 et 2,7% en 1998.

Au chapitre des opérations extérieures, l'économie nationale présente un bilan contrasté. Le déficit commercial s'est creusé sous l'effet d'une augmentation des importations plus importante que celle des exportations :



- les importations ont progressé de 15,5%, du fait de l'alourdissement des factures céréalière et pétrolière (respectivement +4,4% à 5,5 milliards et +64% à 14,7

milliards). Fait aussi notable, les achats de matériel de téléphonie, principalement les GSM, ont atteint 4,5 milliards, contre moins de 1 milliard en 1999 ;



- les exportations se sont accrues de 6,9%, suite à un meilleur écoulement des demi-produits (+23,2%), des produits alimentaires (+10,2%) et des produits finis de consommation (+3,7%). Le recul des ventes du Groupe OCP (-0,5%), en particulier d'acide (-7%), et la baisse des ventes d'articles de confection, n'auront pas permis une plus nette expansion des exportations.

Inscrite résolument à la hausse, l'évolution des recettes voyages et des transferts des Marocains Résidant à l'Étranger est plus nette. Les premières ont atteint 21,4 milliards de dirhams, en hausse de 12%, et les seconds 22,1 milliards, en progression de près de 17%.

Du fait de la détérioration du solde commercial d'environ 10 milliards de dirhams, le compte courant de la balance des paiements s'est soldé par un déficit de près de 5 milliards, contre 1,5 milliard en 1999. Il représente 1,5% du PIB en 2000, contre 5% en 1999.

Les prêts et investissements privés étrangers, ont atteint 12,4 milliards. Avec le produit de l'ouverture du capital de Maroc Télécom - 35% ont été cédés à Vivendi Universal, pour un montant de 23,34 milliards de dirhams - l'année 2001 sera encore plus propice.

L'encours de la dette extérieure est évalué à 171 milliards de dirhams, contre 176,5 milliards à fin 1999. Le niveau d'endettement, rapport de la dette au PIB, s'est amélioré de 3,2 points (48,2% en 2000, contre 51,4% en 1999). L'encours de la dette intérieure a atteint 165,5 milliards de dirhams, contre 149,9 milliards à fin 1999, niveau, qui, rapporté au PIB, représente 47% en 2000, contre 43,7% en 1999.

## Perspectives 2001

Les signes d'un retournement de la conjoncture internationale se sont précisés au cours du premier semestre 2001, sous l'effet du ralentissement de l'économie américaine, ce qui a conduit la Banque Mondiale et le FMI à projeter un fléchissement de la croissance mondiale.

Au Maroc, la stagnation doit laisser place à la relance. Les prévisions officielles font état d'une croissance de 8,1%, un taux sous-tendu par une récolte céréalière de 45 millions de quintaux et une hausse du PIB non agricole de 3,8%. L'inflation resterait maîtrisée à 2,5%, et le déficit courant de la balance des paiements contenu à 2% du PIB. Les recettes voyages et les transferts des Marocains Résidant à l'Étranger devant compenser en bonne partie le déficit commercial (calculé sur la base d'un baril de pétrole à 22 dollars).